

Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10643 - MERCREDI 26 JUILLET 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Le financement climatique est essentiel à la survie des petits États insulaires en développement, déclare le Premier ministre



Page 3



Salon-vente des femmes entrepreneures pour promouvoir les produits locaux et autonomiser les femmes

Page 3

Mondial-2023 de football
Les Allemandes déroulent face aux Marocaines



Page 8



Page 8

France

Au terme des 100 jours, Emmanuel Macron se pose en président de "l'ordre, l'ordre, l'ordre"



Page 4

Incendies en Grèce : des milliers de touristes évacués dans le chaos à Rhodes et à Corfou



Page 4

Législatives en Espagne : une course aux alliances pour éviter de nouvelles élections



Page 5

A la télé aujourd'hui



07.10 Film: The Lady From Shanghai
08.45 The Bionic Woman
09.30 Le Chemin Du Destin
10.05 A Que No Me Dejas
10.30 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
11.15 Serial: Blacklist
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel



07.31 Local: Priorite Sante
09.00 Prod: Neness Dime
09.30 Local: Radio Vision
11.00 Music Tour 2022
12.03 Rodrig: Plat Du Chef
12.25 Local: ONG An Eta Dalert
12.43 Local: Les Grands Moments
13.05 Local: Priorite Sante
14.30 Local: Rodrig Prog



07.00 Serial: Gadget Guru Ganesh
08.26 Local: Bhojpuri Dhamaka
08.56 Prakriti Ki God Mein
09.22 Chikitsa Aur Swasthya
10.00 Jijiji Chhat Par Hain
11.32 Serial: Radha Krishna
12.00 Film: Apne Rang Hazaar

Starring: Sanjeev Kumar, Leena Chandavarkar, Danny...
15.30 Serial: Dulhin Uhe Jo Nanad Man Bhave
16.01 Suhani Si Ek Ladki
17.30 Serial: Radha Krishna
18.00 Live: Samachar
18.30 Other: Radha Krishna
19.39 Local: Anjoria
20.00 Local: Virasat
20.35 Film: Hero Gamchawala
23.05 Jijiji Chhat Par Hain
23.28 Serial: Yeh Teri Galiyan



06.30 Mag: Bricks 'O' Brian
07.41 D.Anime: Yo Yo
09.00 Mag: Recipes For Kids
09.03 Film: The Boathouse Detectives
10.30 My Perfect Landing
11.17 Mag: Healthy Living
11.36 Mag: Business Africa
12.59 Mag: Human Nature
13.30 Film: Grandpa's

14.42 D.Anime: Kids Songs
14.58 D.Anime: Early Learning
15.19 D.Anime: Word Party
15.31 Robin Des Bois
16.08 Inspecteur Gadget
16.27 D.Anime: Kika et Bob
16.40 Rainbow Rangers
17.36 Serial: Espoirs Secrets
18.20 Mag: National Anthem
18.59 Doc: World Heritage
19.00 Mag: Arts Unveiled
20.00 Tele: Le Chemin Du Destin



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.24 Film: Hum Kisi Se Kum Nahin
Starring: Amitabh Bachchan, Sanjay Dutt, Aishwarya Rai Bachchan
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya

19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke...
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.06 Anupamaa
21.36 Mere Sai
22.05 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie ittefaq Sey
22.58 Patila Babes
23.20 Film: Hum Kisi Se Kum Nahin
02.00 Serial: Kundali Bhagya

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Twitter : Elon Musk, une histoire d'X

Le patron de Twitter, Elon Musk, a décidé, lundi, d'accélérer le changement de marque de son réseau social. Dorénavant, le logo n'est plus le célèbre oiseau bleu, mais un X. Cette lettre représente une obsession de longue date d'Elon Musk et son rêve d'une application à tout faire à la chinoise.

X semble être la réponse d'Elon Musk à tout. C'est le nom d'une de ses premières start-up, le surnom de son fils, une partie du nom de son empire spatial SpaceX et, dorénavant, sa vision du futur pour Twitter.

Le célèbre petit oiseau bleu, symbole du site de microblogging depuis sa naissance en 2006, s'est envolé lundi 24 juillet... pour laisser la place au X si cher à Elon Musk. En parallèle, l'adresse internet X.com redirige dorénavant vers Twitter, le réseau social racheté en octobre 2022 par Elon Musk pour 44 milliards de dollars.

Il voit des X partout

Le célèbre multimilliardaire avait préparé le terrain pendant le week-end, assurant aux 150 millions d'internautes qui le suivent qu'il était prêt à propulser le site dans l'ère du X en 24 heures. C'est donc chose faite avec ce nouveau logo.

Elon Musk voulait en réalité transformer Twitter en X depuis longtemps... sans pour autant entrer dans les détails. En octobre 2022, quelques jours avant de finaliser le rachat de Twitter, il avait déjà suggéré que la 24e lettre de l'alphabet latin représentait l'avenir de sa dernière acquisition.

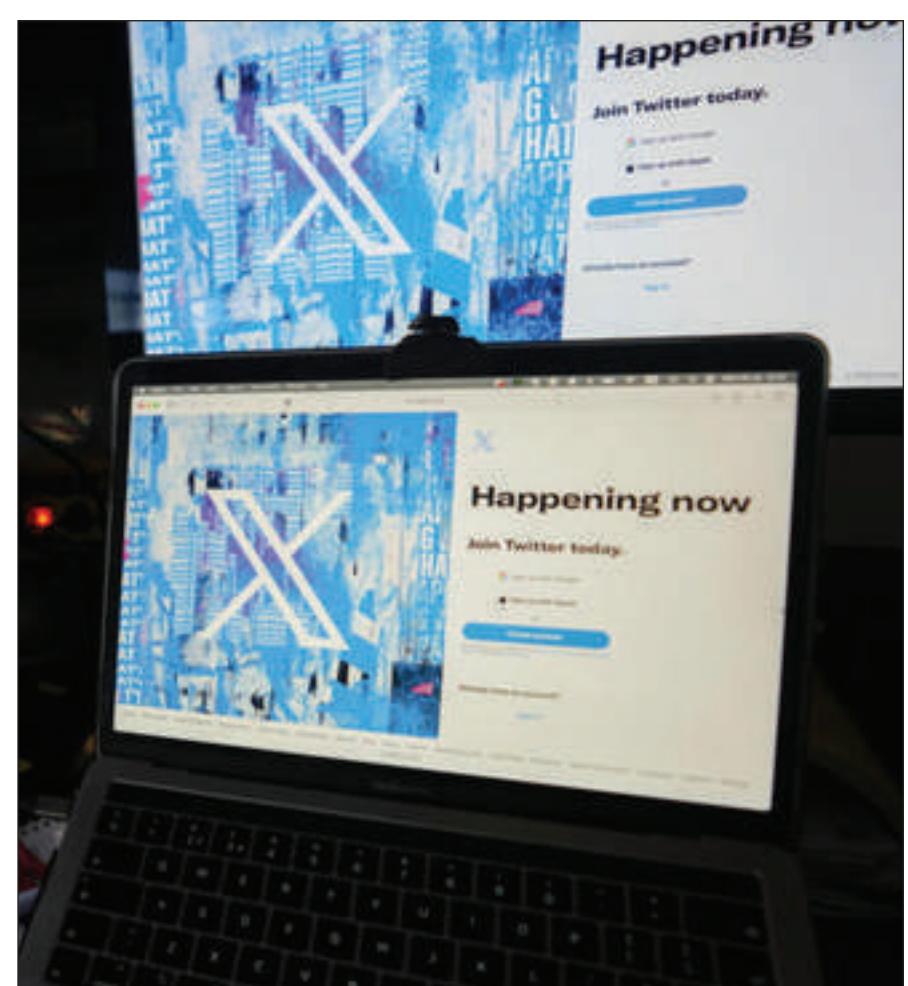
Une mue qui ne surprend pas lorsqu'on sait que le célèbre multimilliardaire voit (et met) du X partout... depuis plus de vingt ans. Ainsi, sans X, il n'y aurait peut-être jamais eu de PayPal, la célèbre solution de paiement en ligne. En effet, la deuxième start-up que l'homme d'affaires a fondée en 1999 s'appelait X.com et désignait l'une des premières tentatives de développer une banque en ligne.

En 2000, Elon Musk acceptait de fusionner son site avec celui de son principal rival de l'époque, baptisé Confinity, et dont l'un des cofondateurs est une autre star controversée de la Silicon Valley : Peter Thiel. Ce dernier a profité du voyage de noces d'Elon Musk avec sa première épouse Justine Musk en septembre 2000 pour l'évincer du poste de PDG, prendre sa place et pour renommer X.com en PayPal.

Un putsch qui a propulsé X.com dans les limbes technologiques jusqu'en 2017. Cette année-là, PayPal a finalement autorisé Elon Musk à racheter ce nom de domaine pour une somme qui n'a jamais été rendue publique.

Elon Musk aura ensuite mis six ans pour trouver une raison d'être à X.com. En effet, jusqu'à ce week-end, le site affichait une simple page blanche.

Twitter est loin d'être le seul aspect de l'empire d'Elon Musk à être sous l'emprise du X. Ce n'est pas un hasard si, en 2002, il décide d'appeler sa société d'exploration spatiale SpaceX. Rebelote en 2015 quand le patron de Tesla lance le Model X, le premier SUV de la marque de voitures électriques.



triques. À l'époque, Elon Musk avait affirmé avoir opté pour cette dénomination car il trouvait que cette lettre rendait son véhicule plus "sexy".

De son fils à WeChat

Il a aussi laissé entrer le X dans sa vie privée puisque tel est le surnom de son fils, né en 2020 et dont le nom complet est X Æ A-Xii. Indirectement, cette lettre plane aussi au-dessus de la vie de sa fille - Exa Dark Sideræl - que ses parents appellent "Y" depuis 2023.

Mais avec Twitter, l'obsession "muskinne" pour le X a gagné en substance. Le passage du petit oisillon bleu à la lettre de l'alphabet serait un prélude à la création d'une application universelle. "Le rachat de Twitter va accélérer la mise en place de X, une super-application", avait tweeté Elon Musk en octobre 2022.

La première étape de ce plan a été réalisée en mars 2023, lorsque le fantasque patron du réseau social a créé X.corp. Cette nouvelle structure est censée chapeauter tous les efforts d'Elon Musk pour parvenir à la création de cette "application universelle". X.corp intègre pour l'instant Twitter et X.ai, une nouvelle société d'intelligence artificielle.

Pour comprendre l'attrait d'Elon Musk pour les applications universelles, il faut lorgner en direction de la Chine. L'ex-Empire du milieu est aussi l'empire des super-app'. La plus célèbre est WeChat, un service qu'en Occident on qualifie un peu trop vite de version chinoise de WhatsApp.

En réalité, WeChat est un couteau suisse numérique. "Cette application peut être utilisée pour communiquer, partager des contenus, acheter des produits, envoyer de l'argent, et même déposer une demande de divorce", résume Hamza Mudassir, cofondateur du cabinet britannique de conseils pour start-up Platypodes et professeur de stratégie entrepreneurial à l'université de Cambridge.

Ce sont des services fourre-tout excessivement populaires en Chine et "plus largement en Asie", assure cet expert. WeChat, par exemple, compte

près de 1,3 milliard d'utilisateurs. Ces applications sont à ce point centrales dans la vie numérique que les autorités peuvent les laisser gérer des services beaucoup plus officiels comme le paiement d'amendes.

X, la grande inconnue

Un modèle économique qui a de quoi faire saliver un Elon Musk en quête de sources de revenus supplémentaires. "Twitter a montré ses limites pour attirer les revenus publicitaires et il faut donc penser à se diversifier", assure Hamza Mudassir.

Mais pour l'Occident, le principe d'une "super-app" constitue un grand saut dans l'inconnu. Aucun des géants du Web ne s'est encore aventuré sur ce terrain. "En Chine et en Asie c'est accepté depuis longtemps comme allant de pair avec l'internet mobile", souligne Hamza Mudassir. Rien de tel aux États-Unis ou en Europe où les consommateurs sont habitués à utiliser une application pour chaque usage.

C'est le modèle Amazon : le géant américain "s'est diversifié - vente alimentaire, liseuses numériques, développement de films, diffusion musicale - mais a prévu une application pour chaque usage", rappelle Hamza Mudassir.

Pour le quotidien hongkongais South China Morning Post, l'internaute occidental serait plus réticent que son homologue asiatique à mettre entre les mains d'une seule et même application toutes ces données, de ses habitudes d'achat à ses problèmes de couple ou encore ses trajets en taxi.

Elon Musk semble penser que ce temps est révolu. Pour lui, l'internaute nord-américain ou européen serait prêt à franchir le pas "à condition qu'il trouve cela plus simple que d'aller d'une appli à une autre pour toutes ses démarches en ligne", estime Hamza Mudassir.

De toute manière, les revenus publicitaires de Twitter sont en chute libre. Dans ces conditions, "autant essayer le modèle WeChat", estime ce spécialiste de la stratégie d'entreprise. Même si, comme souvent, X représente une grande inconnue.

Le financement climatique est essentiel à la survie des petits États insulaires en développement, déclare le Premier ministre

L'aide au développement, le financement climatique et les partenariats internationaux sont les piliers de la survie des petits États insulaires en développement (PEID), et un développement durable fondé sur les données est crucial pour tous les PEID si nous voulons dépasser nos vulnérabilités réelles et potentielles.

Le Premier ministre, M. Pravind Kumar Jugnauth, a fait cette déclaration, à l'hôtel Ravenala Attitude de Balaclava, lors de l'ouverture d'une réunion préparatoire de trois jours de la 4e Conférence internationale sur les PEID pour la région Atlantique, océan Indien et mer de Chine méridionale (AIS).

Le ministre des Transports terrestres et du Métro léger, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, M. Alan Ganoo ; le sous-secrétaire général des Nations unies (ONU) chargé des affaires économiques et sociales, M. Li Junhua ; la Représentante permanente de Cabo Verde auprès des Nations Unies et vice-présidente de l'Alliance des petits États insulaires, Mme Tania Romualdo ; et d'autres personnalités étaient également présentes à cette occasion.

Dans son allocution, le Premier ministre Jugnauth a souligné qu'il est impératif que les PEID aient un meilleur accès au financement de développement concessional pour accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). Cela, a-t-il souligné, nécessite un système financier mondial qui soit sensible aux réalités des PEID et qui libère de nouvelles ressources climatiques. Il a également déploré que plusieurs défis structurels, notamment les contraintes financières, obligent les PEID à recourir à des prêts coûteux pour faire face aux besoins



croissants de développement socio-économique et infrastructurel, entraînant ainsi des dettes publiques élevées.

Sur cette note, le Premier ministre a déclaré que les PEID devraient avoir un accès meilleur et plus facile au financement climatique, qui est d'abord une question de survie avant d'être un facteur clé pour progresser vers les ODD. Il a souligné la dichotomie entre la contribution insignifiante des PEID aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et les phénomènes de changement climatique qui menacent l'existence de nos îles et les moyens de subsistance de notre peuple.

En outre, le Premier ministre a souligné que les PEID devraient avoir un accès accru aux partenariats internationaux pour faire face aux contraintes de capacités humaines et techniques à long terme. Afin d'assurer une efficacité à long terme, a-t-il

observé, les PEID ont besoin d'une approche plus programmatique par opposition aux projets autonomes. Les partenaires de développement devraient donc se concentrer sur l'intégration du renforcement des capacités et du transfert de technologie dans les programmes de soutien afin d'améliorer le développement des ressources dans le pays et de conduire au renforcement des institutions, a-t-il ajouté.

Pour sa part, le ministre Ganoo a souligné que cette réunion vise à développer et adopter une stratégie commune pour faire face aux défis auxquels est confrontée la région AIS. Il a fait remarquer qu'en tant que PEID, les pays participants doivent établir une feuille de route ambitieuse pour la 4e Conférence internationale sur les PEID qui se tiendra en 2024.

Quant à M. Junhua, il a rassuré que l'ONU s'engage à soutenir les PEID dans

leur quête d'un avenir plus résilient et durable. Les huit PEID de l'AIS peuvent être géographiquement éloignés, mais leurs problèmes ne sont pas les leurs seuls à faire face, a-t-il déclaré.

Il est rappelé que la réunion est l'occasion pour l'AIS des petites nations insulaires de rencontrer des partenaires internationaux pour examiner les progrès du développement durable et proposer de nouveaux partenariats et solutions avant la 4e Conférence internationale sur les PEID à Antigua-et-Barbuda en 2024. La réunion adoptera un document final avec des recommandations qui alimenteront directement les préparatifs de la Conférence de 2024. Il rassemble de hauts responsables gouvernementaux des PEID de toute la région ainsi que des représentants des partenaires au développement et du système des Nations Unies.

Maurice participera à la 9ème édition des Jeux de la Francophonie



La 9ème édition des Jeux de la Francophonie se tiendra du 28 juillet au 06 août 2023 en République Démocratique du Congo à Kinshasa. Maurice, en tant que membre de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), enverra une délégation d'environ huit participants pour représenter le pays en athlétisme et dans le volet culturel.

Dans ce cadre, une cérémonie a été organisée le vendredi 21 juillet 2023, en Côte-d'Or, pour présenter le capitaine de l'équipe masculine et féminine et le porte-drapeau de la délégation mauricienne. Le ministre de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, M. Jean Christophe Stephan Toussaint, et d'autres personnalités étaient présents à cette occasion.

Les Jeux ont lieu tous les quatre ans pour donner l'occasion aux jeunes artistes et sportifs francophones actifs dans les sphères culturelles et sportives de se rencontrer. L'édition de cette année se tiendra sous la bannière "Solidarité, diversité et excellence" pour faire avancer le projet de l'OIF visant à développer et à favoriser la cohésion sociale, le développement économique et l'innovation chez les jeunes.

Les derniers Jeux, tenus en 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, ont vu la participation de quelque 4 000 athlètes et artistes de 49 pays de l'OIF.

Salon-vente des femmes entrepreneures pour promouvoir les produits locaux et autonomiser les femmes



Une exposition-vente visant à promouvoir les produits fabriqués localement et à renforcer la visibilité des femmes entrepreneures, se tiendra, du mercredi 26 juillet 2023 au vendredi 28 juillet 2023 à l'Esplanade de l'Immeuble Emmanuel Anquetil à Port Louis.

Cette initiative du National Women Entrepreneur Council (NWEC) vise à offrir aux visiteurs une excellente occasion : soutenir les entreprises locales appartenant à des femmes ; explorer une large gamme de produits uniques et ; contribuer à l'autonomisation économique des femmes à Maurice.

Au total, 70 femmes entrepreneures inscrites au NWEC présenteront leur gamme diversifiée de produits. L'exposition-vente leur permettra, notamment : de commercialiser et de vendre leurs produits ; leur fournir une plate-forme pour les acheteurs potentiels ; promouvoir le savoir-faire des femmes entrepreneures auprès du public et ; leur permettre de générer des commandes supplémentaires.

Les produits qui seront

disponibles à la foire comprennent : des produits agroalimentaires tels que des épices, des cornichons, des fruits confits et des plantes en pot ; spécialités rodriguaises ; bonbons indiens ; Miel ; des pâtisseries ; des articles d'artisanat tels que des attrape-rêves ; "macramé" ; "crochet" ; savon biologique ; bijoux ; peinture sur verre et tissu ; bougies parfumées ; souvenirs en cuivre ; pyrogravure ; produits en jute ; Vacoas et sacs écologiques ; nappes ; ensembles de cuisine ; articles brodés à la main ; robes à smocks ; produits biologiques pour les soins des cheveux et de la peau, et ; chaussure.

France

Au terme des 100 jours, Emmanuel Macron se pose en président de "l'ordre, l'ordre, l'ordre"

Tout juste arrivé à Nouméa, Emmanuel Macron a répondu, lundi, aux questions des présentateurs du journal télévisé de 13 h de TF1 et France 2. Une interview qui avait pour objectif de faire le bilan des "cent jours d'apaisement, d'unité, d'ambition et d'action", décrétés en avril après la crise de la réforme des retraites, et durant laquelle le chef de l'État a insisté sur "l'ordre, l'ordre, l'ordre".

Objectif fermeté. Emmanuel Macron a de nouveau prôné, lundi 24 juillet, "l'ordre, l'ordre, l'ordre" et le "retour de l'autorité à chaque niveau" après les violences urbaines en France il y a près d'un mois, dans son entretien télévisé depuis la Nouvelle-Calédonie.

De "cette violence qui a conduit à brûler des mairies, des gymnases, des bibliothèques" et de cette "violence de pillage", "la leçon que j'en tire c'est l'ordre, l'ordre, l'ordre", a déclaré le président de la République sur TF1 et France 2.

Sujet aux attaques sur le régional venant de la droite et de l'extrême droite, Emmanuel Macron a tenu à réaffirmer son autorité et démontrer son efficacité dans ce domaine. "L'ordre doit prévaloir. Il n'y a pas de liberté sans ordre, c'est l'ordre républicain et le retour au calme", a-t-il insisté.

Comparant les émeutes de début juillet avec celles de l'automne 2005, le chef de l'État a affirmé que "c'est le retour à l'ordre qui a prévalu" grâce à "un déploiement inédit" de 45 000 forces de sécurité intérieures qui ont permis "4 000 interpellations, des centaines de déferrals, avec des décisions de justice très rapides".

"Un retour de l'autorité à chaque niveau et d'abord dans la famille"

"Ça avait duré plus de trois semaines [en 2005] et ça ne s'était terminé que parce qu'on avait pris l'état d'urgence. Nous avons su mettre fin à ces émeutes au bout de quatre jours sans prendre des mesures restrictives de la liberté de chacune et de chacun", s'est-il satisfait, tout en félicitant son ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin.

Soulignant la moyenne d'âge d'environ 16 ans des jeunes déférés devant la justice, Emmanuel Macron a également répété sa volonté d'ouvrir le chantier de l'au-

torité parentale. "Notre pays a besoin d'un retour de l'autorité à chaque niveau et d'abord dans la famille. (...) On doit responsabiliser certaines familles, on doit aussi accompagner d'autres familles qui sont dans la détresse et on doit réinvestir massivement sur notre jeunesse pour lui redonner un cadre", a-t-il dit.

Le président de la République a aussi épingle les réseaux sociaux. "Beaucoup de ces jeunes se sont donnés rendez-vous, ont organisé ces émeutes, ont parfois fait des concours par certains réseaux et donc on doit réussir là aussi d'abord à mieux protéger nos enfants et nos jeunes adolescents des écrans", a-t-il expliqué, plaident pour "trouver un ordre public numérique qui permette de prévenir ces débordements".

Au total, durant ses 30 minutes d'interview, le chef de l'État a prononcé dix fois le mot "ordre" et cinq fois le mot "autorité".

Emmanuel Macron a par ailleurs déclaré vouloir "reprendre le contrôle" en matière d'immigration et dit avoir "bon espoir" que "les oppositions républicaines qui veulent que le pays soit mieux protégé dans ses frontières" puissent aider "à bâtir un texte".

"Un professeur devant chaque classe" à la rentrée

D'autres thématiques ont toutefois été abordées, notamment l'éducation. Le chef de l'État a réaffirmé qu'il y aurait "un professeur devant chaque classe" grâce au "pacte enseignant", qui prévoit sur la base du volontariat le remplacement de professeurs absents par leurs collègues en échange d'une meilleure rémunération. L'Éducation nationale "continue à recruter" des contractuels pour assurer la rentrée, a-t-il ajouté.

Parmi les autres mesures détaillées : l'accueil des élèves dès l'âge de deux ans dans les quartiers les plus en difficulté, la poursuite de réduction du nombre d'élèves cette fois en moyenne section de maternelle dans les réseaux d'éducation prioritaire (après le dédoublement de classes en CP, CE1 et en grande section de maternelle), la mise en place d'heures de soutien en classe de 6e pour les élèves en difficulté, ou encore la possibilité d'ouvrir les collèges de 8 h à 18 h dans les quartiers sensibles. Le président a aussi demandé à la Première ministre Élisabeth Borne et au nouveau ministre de l'Éducation Gabriel Attal



d'apporter des réponses aux "limites" et aux "difficultés" apparues cette année avec la mise en œuvre du nouveau baccalauréat.

Emmanuel Macron a enfin parlé planification écologique. "Nous devrons faire deux fois plus vite" que les cinq dernières années, durant les cinq années qui viennent, pour réduire nos émissions de CO2 et tenir les objectifs climatiques, a-t-il plaidé.

"Nous allons présenter, secteur par secteur, la transition et les investissements" pour tenir cet objectif, a expliqué le président de la République. Alors que l'exécutif doit dévoiler fin août sa stratégie de planification écologique et que la question épique du financement reste en suspens, Emmanuel Macron a promis d'investir "dès l'année prochaine", "plusieurs milliards d'euros en plus" dans l'écologie.

La baisse des émissions de CO2 passe également par la relocalisation de certaines industries sur le territoire, selon Emmanuel Macron, qui s'est félicité d'avoir au total "créé 1 700 000 emplois ces six dernières années", notamment par une politique de réindustrialisation plus volontariste.

Incendies en Grèce : des milliers de touristes évacués dans le chaos à Rhodes et à Corfou

Après l'île de Rhodes, où des incendies continuent de brûler des hectares de végétation, l'île touristique de Corfou est touchée par de violents feux de forêt. Ils ont entraîné l'évacuation de plusieurs milliers de touristes dans la nuit de dimanche à lundi.

Les flammes se déchaînent en Grèce. Les pompiers grecs continuaient, lundi 24 juillet, de combattre les incendies de forêt attisés par la canicule. Des évacuations sans précédent de milliers de vacanciers européens ont eu lieu dans les îles de Rhodes et de Corfou.

Le feu de forêt a entraîné "l'évacuation préventive de 2 466 personnes" dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 juillet à Corfou, a indiqué Yannis Artopios, un porte-parole des pompiers, soulignant qu'il n'y avait pas eu jusqu'à présent de maisons ou d'hôtels détruits.

Un violent incendie sur l'île touristique de Rhodes, dans le sud-est de la mer Egée, avait également entraîné samedi l'évacuation de 30 000 touristes cette fois, "la plus grande opération (de ce type) jamais effectuée en Grèce", selon les autorités.

Au-dessus de cette île, le ciel était plombé par une épaisse fumée et des collines couvertes de végétation calcinée, selon les images d'un vidéaste de l'AFP.



Des évacuations dans le chaos

"Nous avons dû marcher sans relâche. Nous avons marché pendant environ six heures dans la chaleur", a expliqué à l'AFP Kelly Squirrel, une touriste britannique, qui a indiqué que la police avait ordonné aux personnes de son hôtel de Rhodes d'évacuer.

Ici, parmi les touristes attendant d'être rapatriés, Daniel-Clarin Schimdt, un Allemand de 42 ans, venu en vacances avec sa femme et leur fils de neuf ans sur la côte de Kiotari, au sud-est de Rhodes, a vécu "une évacuation cauchemardesque". "On est épousés et traumatisés. Je crois

qu'on ne réalise pas trop ce qu'il s'est passé", a-t-il confié à l'AFP.

"On a reçu un premier message des autorités samedi à 13h30, puis l'alarme de l'hôtel s'est mise à sonner et on nous a évacués vers la plage", retrace-t-il. "Il y avait des milliers de personnes, les bus ne pouvaient pas passer, on a dû marcher pendant plus de deux heures (...) On n'arrivait pas à respirer, on s'est couvert le visage pour avancer. C'est un miracle", assure-t-il.

Kevin Sales, décrit lui, une situation "terrible". "Nous avons dû prêter à une femme des vêtements de ma femme parce qu'elle n'avait rien pour s'habiller", a expliqué à

l'AFP cet ingénieur anglais.

Rhodes, qui a compté 2,5 millions d'arrivées de visiteurs en 2022, est l'une des principales destinations de villégiature en Grèce avec de nombreux hôtels tout le long de ses côtes orientales.

Des températures à plus de 46° C à Corfou

Dès l'aube lundi matin, deux hélicoptères et deux bombardiers d'eau ont repris leur opération pour épauler les pompiers sur cette île du Dodécanèse en proie aux flammes pour le septième jour consécutif.

À Corfou, les autorités ont prévenu, via un message d'alerte sur les téléphones cellulaires, les habitants et vacanciers de nombreuses petites localités de quitter "par précaution leur résidence".

L'incendie s'est déclaré dimanche et continue de brûler la forêt dans le nord de cette île de la mer Ionienne où opèrent, lundi, quelque 62 pompiers épaulés par deux hélicoptères et deux bombardiers d'eau", selon le service des sapeurs-pompiers.

Frappée par l'une des plus longues canicules de ces dernières décennies avec des températures ayant atteint dimanche localement plus de 46° C, la Grèce est touchée par des feux de forêt depuis la semaine dernière.

Législatives en Espagne : une course aux alliances pour éviter de nouvelles élections



Les tractations politiques ont débuté, lundi, pour le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, au lendemain de législatives qui le placent dans une meilleure position que son rival conservateur Alberto Nunez Feijoo. Il peut espérer se maintenir au pouvoir, si il obtient le soutien des partis basque et catalan.

Des tractations pour tenter d'éviter de nouvelles élections en Espagne. Au lendemain d'un vote qui n'a pas permis de dégager une majorité, le Premier ministre socialiste espagnol, Pedro Sanchez, et son rival conservateur Alberto Nunez Feijoo,

dont le parti a remporté le plus grand nombre de députés, vont entamer dès lundi 24 juillet des pourparlers.

Déjouant tous les sondages, qui le donnaient largement battu depuis des mois, Pedro Sanchez est parvenu à limiter les gains de l'opposition de droite.

Le Parti populaire (PP) d'Alberto Nunez Feijoo a finalement remporté 136 sièges sur un total de 350 au congrès des députés, alors que le parti d'extrême droite Vox, son seul allié potentiel, en gagnait 33. Ils ne totalisent donc à eux deux que 169 sièges, loin de la majorité absolue, qui est de 176.

En face, le Parti socialiste (PSOE) de Pedro Sanchez dispose, lui, de 122

députés et Sumar, son allié de gauche radicale, de 31.

"No pasaran"

Devant des militants euphoriques - criant "No pasaran" ("Ils ne passeront pas !"), fameux slogan antifasciste de la Guerre civile (1936-1939) -, le Premier ministre a revendiqué sa capacité à continuer à diriger l'Espagne.

"Le bloc rétrograde du Parti populaire et de Vox a été battu. Nous sommes beaucoup plus nombreux à vouloir que l'Espagne continue à avancer et il en sera ainsi", a-t-il lancé.

Avec ses 153 députés, l'alliance PSOE/Sumar aura donc besoin du soutien de plusieurs formations régionalistes comme les catalans d'ERC ou les basques de Bildu, formation considérée comme l'héritière de la vitrine politique de l'ETA.

Mais ils devront aussi s'assurer de l'abstention du parti de l'indépendantiste catalan Carles Puigdemont, Junts per Catalunya (JxCat), dont les dirigeants ont déjà prévenu qu'ils n'aideraient pas Pedro Sanchez à rester au pouvoir sans contrepartie.

Si toutes ces conditions sont réunies, Pedro Sanchez pourrait alors rassembler sur son nom 172 députés, soit plus que le chef du PP, ce qui lui suffirait lors d'un deuxième vote d'investiture par le Parlement, où seule une majorité simple est requise.

Dans le cas contraire, l'Espagne, qui a déjà connu quatre élections générales entre 2015 et 2019, se retrouverait dans une situ-

ation de blocage politique et serait condamnée à un nouveau scrutin.

Le conservateur Feijoo revendique la victoire

Vainqueur de justesse sur le papier, Alberto Nunez Feijoo a, lui, revendiqué le droit de former un gouvernement.

Le PP a "gagné les élections" et "notre obligation maintenant est d'éviter que ne s'ouvre une période d'incertitude en Espagne", a-t-il lancé depuis le balcon du siège du parti. "Je vais me charger d'entretenir un dialogue" avec les forces représentées au Parlement "pour former un gouvernement", a-t-il ajouté, en demandant aux socialistes de ne pas le "bloquer". "Nous allons beaucoup parler ces prochains jours et ces prochaines semaines" et "cela ne sera pas facile", a-t-il reconnu.

Sans majorité absolue avec Vox, Alberto Nunez Feijoo veut gouverner en minorité, mais il aurait besoin pour cela de l'abstention des socialistes lors d'un vote d'investiture au Parlement. Or, les socialistes ont déjà fait savoir qu'ils n'en ont pas l'intention.

Voulant reprendre l'initiative après la déroute de la gauche aux élections locales du 28 mai, Pedro Sanchez avait convoqué ce scrutin anticipé et fait campagne sur la peur d'une entrée de l'extrême droite au gouvernement en cas de victoire du PP.

Une stratégie qui semble avoir payé, la participation ayant atteint près de 70 %, soit 3,5 points de plus que lors du dernier scrutin, en novembre 2019.

Les pays méditerranéens jettent les bases d'un fonds commun pour réguler les flux migratoires

La présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, entend promouvoir un nouveau mode de coopération entre pays d'immigration et d'émigration, sur le modèle de l'accord signé par l'Union européenne avec la Tunisie.

Le sommet des dirigeants du pourtour méditerranéen réunis dimanche 23 juillet à Rome par Giorgia Meloni a esquissé les contours d'un fonds pour financer les projets d'investissements et le contrôle aux frontières, avec l'objectif à moyen terme de mieux réguler les flux migratoires.

A l'origine de cette conférence rassemblant les dirigeants d'une vingtaine de pays, Mme Meloni entend promouvoir un nouveau mode de coopération entre pays d'immigration et pays d'émigration, sur le modèle de l'accord signé par l'Union européenne (UE) avec la Tunisie dans le but de freiner l'arrivée de migrants en Europe. A l'issue d'une demi-journée de pourparlers, la présidente du conseil italien a annoncé la création d'un fonds qui sera abondé par une première conférence des donateurs dont la date n'a pas été arrêtée, initiative à laquelle les Emirats arabes unis ont déjà apporté 100 millions d'euros.

Si aucune autre mesure concrète n'a émergé de la conférence, « c'est le début d'un long travail » avec le lancement du « processus de Rome », dont Mme Meloni a fixé les priorités. « Lutte contre l'immigration illégale, gestion des flux légaux d'immigration, soutien aux réfugiés, et surtout, la chose la plus importante, sinon tout ce que nous ferons sera insuffisant, une large coopération pour soutenir le dévelop-



ment de l'Afrique, et particulièrement des pays de provenance » des migrants, a-t-elle détaillé. Selon la dirigeante d'extrême droite, « les lignes de financement prioritaires doivent avant tout concerner les investissements stratégiques et les infrastructures, car c'est la manière la plus pérenne de faire de la coopération ».

Parmi les personnalités présentes, les présidents de la Tunisie, Kaïs Saïed, des Emirats arabes unis, Mohammed Ben Zayed, de la Mauritanie, Mohamed Ould Ghazouani, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le président du Conseil européen, Charles Michel, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, et des délégués des grandes institutions financières internationales.

Les ONG vent debout

Pendant la campagne des législatives de 2022 qui l'a portée au pouvoir, Giorgia Meloni avait promis de « stopper les débar-

quements » de migrants en Italie. Son gouvernement a depuis mis des bâtons dans les hélices des navires humanitaires, sans pour autant tarir les départs. Selon Rome, quelque 80 000 personnes ont traversé la Méditerranée et sont arrivées sur les côtes de la péninsule depuis le début de l'année, contre 33 000 l'an dernier sur la même période, en majorité au départ du littoral tunisien.

Face à ce constat, Mme Meloni et la Commission européenne ont intensifié leur « dialogue » avec la Tunisie en promettant des financements si le pays s'engage à combattre l'émigration à partir de son territoire. Bruxelles et Rome ont signé la semaine dernière avec le président tunisien un protocole d'accord qui prévoit notamment une aide européenne de 105 millions d'euros destinée à empêcher les départs de bateaux de migrants et lutter contre les passeurs, ainsi que plus de retours de Tunisiens en situation irrégulière dans l'UE.

Un haut responsable européen s'exprimant sous couvert de l'anonymat a confirmé que l'UE souhaitait négocier avec l'Egypte et le Maroc des partenariats similaires. Et selon Mme Meloni, il est d'autant plus important de soutenir les pays africains après la suspension par Moscou de l'accord sur les exportations de céréales ukrainiennes « La Tunisie est un pays en extrême difficulté et l'abandonner à son sort peut avoir des conséquences très graves », a-t-elle averti.

Les ONG sont en revanche vent debout. Sea-Watch déplore que « l'UE et ses Etats membres continuent de durcir leurs politiques mortelles d'isolement », tandis que Human Rights Watch (HRW) estime que « l'Europe n'a rien appris de sa complicité dans les abus atroces commis à l'encontre des migrants en Libye ». HRW a également pointé « de graves abus », ces derniers mois, chez les forces de sécurité tunisiennes contre les migrants africains, estimant que l'UE devrait « cesser son soutien » à ce pays dans la lutte contre l'immigration irrégulière.

A la suite d'affrontements ayant coûté la vie à un Tunisien le 3 juillet, des centaines de migrants africains ont été chassés de Sfax, deuxième ville du pays et principal point de départ en Tunisie pour l'émigration clandestine. Ils ont été conduits par les autorités, selon des ONG, vers des zones inhospitalières près de la Libye à l'est, et l'Algérie à l'ouest.

Selon l'ONU, plus de 100 000 migrants sont arrivés en Europe au cours des six premiers mois de 2023 par la mer, depuis les côtes nord-africaines, la Turquie et le Liban. Ils étaient un peu plus de 189 000 en 2022.

Élections sans suspense au Cambodge, à l'aube d'un régime dynastique

Le premier ministre Hun Sen, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 38 ans, devrait passer la main à son fils aîné.

Les Cambodgiens ont commencé à voter dimanche pour des législatives sans suspense, à l'issue desquelles le premier ministre Hun Sen, qui dirige le pays d'une main de fer depuis 38 ans, devrait passer la main à son fils aîné.

Les bureaux de vote ont ouvert à 7 h (20 h, heure de Montréal) et fermeront à 15 h.

En l'absence de toute opposition crédible après l'exclusion du principal mouvement hostile au pouvoir, le Parti du peuple cambodgien (PPC) de Hun Sen devrait, comme en 2018, rafler l'ensemble des 125 sièges du Parlement.

Le scrutin a été qualifié de « profondément inquiétant » par une coalition de 17 ONG internationales, dans un communiqué diffusé samedi.

« L'exercice électoral à venir indique un manque notable de transparence, d'équité et d'inclusion dans le processus électoral », ont écrit les organisations de défense des droits, dont la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) et le Réseau asiatique pour des élections libres (ANFREL).

Hun Sen a voté quelques minutes après l'ouverture du scrutin dans un bureau de vote de Ta Khmau, dans la banlieue de Phnom Penh, selon des journalistes de l'AFP présents sur place.

Plus de 9,7 millions d'électeurs sont appelés aux urnes pour les septières élec-



tions nationales depuis les accords de paix de Paris en 1991, qui ont marqué la fin de l'ère des Khmers rouges.

À 70 ans, Hun Sen, l'un des leaders mondiaux au pouvoir depuis le plus longtemps, prépare sa succession, souhaitant cimenter le contrôle avant de passer le relais à son fils aîné, le général quatre étoiles Hun Manet (45 ans), formé aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

La passation pourrait intervenir d'ici 3 à 4 semaines, a-t-il déclaré dans une interview cette semaine.

Opposition muselée

Mais le dirigeant a prévenu les électeurs qu'il continuerait à dominer la politique cambodgienne même après son départ.

Ses détracteurs l'accusent d'avoir fait reculer les libertés fondamentales et utilisé le système judiciaire pour museler ses adversaires, qui ont été jetés par dizaines en prison.

Imposer son fils, « c'est un coup de poignard dans le dos du peuple cambodgien » de la part de Hun Sen, estime Phil Robertson de Human Rights Watch, une ONG de défense des droits humains.

Ses frasques « font ressembler le Cambodge à la Corée du Nord plutôt qu'à une véritable démocratie », constate-t-il.

Avant les législatives, sa politique de répression s'est encore durcie envers les opposants, privés de leur liberté ou en exil.

Lors du dernier scrutin national en 2018,

le PPC avait remporté tous les sièges après la dissolution, par un tribunal, du principal parti d'opposition.

Cette fois-ci, c'est le Parti de la bougie, seul rival crédible du premier ministre, qui a été exclu de la course pour ne pas s'être enregistré correctement auprès de la commission électorale.

Imposer son fils

« Aujourd'hui est un jour de victoire pour nous », a lancé Hun Manet vendredi, lors du dernier rassemblement de la campagne, promettant que le royaume retrouverait la fierté de l'empire khmer qui rayonna du 9e au 13e siècle, symbolisée par les temples d'Angkor.

Face à une marée de supporters, sous un portrait géant de son père, il a exhorté les Cambodgiens à voter pour le parti au pouvoir, le seul « capable de diriger le Cambodge », petit royaume pauvre d'Asie du Sud-Est, dont l'économie dépend largement de la Chine et des aides internationales. Il a ensuite pris la tête d'un cortège de plusieurs milliers de véhicules à travers la capitale.

Hun Manet a récemment pris du galon, assumant petit à petit des fonctions assumées directement par son père.

Membre du puissant comité permanent, il est pour la première fois candidat sur une liste du PPC à Phnom Penh, première étape nécessaire pour devenir premier ministre.

« Il est né avec une cuillère en argent dans la bouche », analyse pour l'AFP le politologue Ou Virak. « Remplacer son père sera un défi majeur ».

En Israël, le Parlement vote une mesure clé limitant le pouvoir de la Cour suprême

Le Parlement israélien a voté lundi une mesure cruciale de la réforme judiciaire visant à réduire les prérogatives de la Cour suprême et son contrôle sur l'action du gouvernement. La Maison Blanche déplore un vote "regrettable".

La controversée réforme judiciaire franchit un nouveau cap en Israël. Le Parlement a adopté lundi 24 juillet une mesure cruciale permettant de limiter la possibilité pour la Cour suprême d'invalider une décision du gouvernement.

Cette mesure a été approuvée par les 64 élus de la coalition du Premier ministre Benjamin Netanyahu, sur un total de 120.

Benjamin Netanyahu, âgé de 73 ans, a participé au vote après être sorti de l'hôpital où il avait été admis pour la pose d'un stimulateur cardiaque.

La police avait dispersé peu avant avec des canons à eau des centaines de manifestants qui bloquaient l'entrée du Parlement.

Cette mesure, la première de la réforme à devenir une loi, empêche la Cour suprême d'invalider une décision gouvernementale en jugeant de son "caractère raisonnable". Elle avait été approuvée en première lecture le 11 juillet.

Cette clause dite du "caractère raisonnable" avait contraint en janvier Benjamin Netanyahu à démettre de ses fonctions le numéro deux du gouvernement, Arié Dery, condamné pour fraude fiscale, à la suite de l'intervention de la Cour suprême.



Le président israélien Isaac Herzog, qui a mené des tractations de dernière minute pour parvenir à un compromis entre l'opposition et le gouvernement, a évoqué "une urgence nationale".

La réforme défendue par le gouvernement, qui comprend des partis juifs ultra-orthodoxes et d'extrême droite, vise à accroître le pouvoir des élus sur celui des magistrats.

Le gouvernement estime qu'elle est nécessaire pour assurer un meilleur équilibre des pouvoirs, mais ses détracteurs y voient une menace pour la démocratie.

La contestation populaire, qui rassemble chaque semaine depuis janvier des dizaines de milliers de manifestants, s'était intensifiée à l'approche du vote.

L'inquiétude de la communauté internationale

La Maison Blanche a qualifié lundi de "regrettable" l'approbation par Parlement de la réforme portée par le gouvernement israélien, un projet que critique ouvertement le président américain Joe Biden depuis plusieurs mois.

"Il est regrettable que le vote d'aujourd'hui ait eu lieu avec une majorité aussi faible", a déclaré la porte-parole de l'exécutif américain, Karine Jean-Pierre, dans un communiqué appelant à "bâtir un consensus plus large" sur ce sujet.

En Allemagne, la cheffe de la diplomatie Annalena Baerbock a souligné l'importance de "l'indépendance de la justice", lors d'un entretien ce week-end avec son homologue

israélien, a déclaré un porte-parole à Berlin.

Benjamin Netanyahu avait dit dimanche poursuivre les "efforts pour achever la réforme (...) et les efforts pour le faire en accord (avec l'opposition)".

À l'origine du projet, le ministre de la Justice Yariv Levin a déclaré que le gouvernement avait choisi une approche "prudente".

"Nous n'annulons pas la clause de 'caractère raisonnable' mais nous réduisons son usage, afin que les opinions personnelles d'un juge ne s'expriment pas aux dépens de la volonté du peuple", a-t-il déclaré aux députés. "Il n'y a pas de raison de craindre cet amendement", a-t-il ajouté.

Les détracteurs du Premier ministre, en procès pour corruption, l'accusent de vouloir utiliser cette réforme pour atténuer un éventuel jugement à son encontre.

"Nous nous battons pour notre démocratie"

"Cela donnera au gouvernement un pouvoir illimité. C'est la porte d'entrée d'une dictature et c'est pourquoi nous sommes ici, nous nous battons pour notre démocratie", a déclaré Shahaf Kushinsky, 34 ans, employé dans le secteur de la haute technologie venu manifester près du Parlement.

Le chef de l'opposition, le centriste Yair Lapid, a affirmé lundi que le pays "se dirigeait vers un désastre", renouvelant son appel à interrompre le processus législatif. "Si vous appuyez sur le bouton et approuvez cette loi, vous ne pourrez plus porter le nom de patriotes israéliens".

Foot News

Riyad Mahrez quitte Manchester City : Quelles conséquences pour les Citizens ?

Le départ de Riyad Mahrez de Manchester City est acté sur ce mercato estival. L'international algérien va rejoindre l'Arabie Saoudite à son tour. Pour quelles conséquences pour le groupe dirigé par Pep Guardiola.

Riyad Mahrez a succombé à son tour aux petro-dollars saoudiens. L'international algérien quitte Manchester City après un accord total avec le club d'Al-Ahli. Il va s'engager quatre ans avec son nouveau club. Mais comment le départ de l'ancien Havrais va-t-il être géré par Pep Guardiola. Interrogé sur le sujet, le spécialiste football de la BBC répond : « Je ne peux pas vous dire si c'est bon ou mauvais pour Manchester City. Mais Mahrez c'est un but tous les trois matchs en moyenne, de nombreuses passes décisives et un jeu soyeux. Il a même eu le tag « grand match Mahrez » après avoir réussi des actions incroyables dans certains matchs importants pour les Citizens – en particulier en Ligue des champions » explique-t-il.

Riyad Mahrez vendu, une bonne affaire ?

Mais en vendant Riyad Mahrez qui avait dépassé la trentaine, n'est-il finalement pas une bonne affaire pour le club de Premier League : « Riyad Mahrez devrait partir dans le cadre d'un accord d'une valeur de 30 millions de livres sterling (40 M€), soit la moitié de ce que City a payé pour lui il y a cinq ans. C'est bien. Mais, à 32 ans, combien City allait-il tirer de plus



de lui au plus haut niveau ? Il avait un contrat jusqu'en 2025, mais il n'a pas commencé beaucoup de ces « grands matchs » la saison dernière – en dehors des finales de la FA Cup et de la Ligue des champions. Donc, dans ce sens, c'est peut-être la bonne décision pour toutes les parties » ajoute Mike Minay, reporter à BBC Manchester.

Deux joueurs importants sont partis et sont à remplacer

Il faut souligner qu'après avoir vu Ilkay Gundogan partir et maintenant Riyad Mahrez, Pep Guardiola se trouve démunie de deux joueurs importants : « c'est le deuxième grand nom à quitter City cet été après Ilkay Gundogan. Vous savez que le club aura un plan en place et peut-être que la solution vient de l'intérieur. Mais ce sont deux

professionnels expérimentés qui partent et qui savent comment fonctionne City, comment fonctionne Pep Guardiola et quelles sont les exigences de l'équipe. Ce n'est pas anodin » conclut-il.

Dani Olmo convoité par Manchester City

Et c'est du côté de l'Espagne que semblent se tourner les dirigeants de Manchester City pour trouver le successeur de l'international algérien. Il s'agirait de Dani Olmo, ancien joueur de La Masia passé par le Dinamo Zagreb et qui appartient à Leipzig désormais. L'international espagnol est sous contrat avec le club allemand jusqu'en juin 2027. Pour le laisser filer, les dirigeants allemands réclameraient un chèque de 60 millions d'euros.

Elye Wahi à Strasbourg via Chelsea ?

La concurrence est là !

Chelsea tente toujours d'obtenir le transfert d'Elye Wahi sur ce mercato estival 2023. Avec l'envie de le prêter au RC Strasbourg dans la foulée. Mais le club de Ligue 1 doit faire face à la concurrence désormais.

Selon des informations de Fabrizio Romano, Chelsea est en pole position pour obtenir le transfert de l'attaquant Elye Wahi. Le Montpelliérain pourrait être prêté dans la foulée au RC Strasbourg. Le club de Ligue 1 a le même propriétaire que le club de Premier League. Mais des clubs allemands aimeraient bien accueillir également l'international espoir français.

Elye Wahi est âgé de 20 ans et a été formé au Montpellier Hérault. Sous contrat jusqu'en juin 2025, l'attaquant est valorisé par Transfermarkt 35 millions d'euros.



West Ham fonce sur Edson Alvarez



Edson Alvarez est l'une des cibles du moment de West Ham sur ce mercato estival 2023. Le club de Premier League a bon espoir de conclure le transfert du joueur de l'Ajax Amsterdam.

West Ham affiche sa confiance sur la réussite du transfert d'Edson Alvarez en provenance de l'Ajax indique Football Insider. Le média britannique laisse entendre que le transfert pourrait se conclure entre le club de Premier League et son homologue néerlandais aux alentours de 50 millions d'euros. Le joueur est vu par le manager David Moyes comme le parfait successeur de Declan Rice transféré à Arsenal.

Edson Alvarez dans le viseur de Dortmund

Ce serait un bon coup réalisé par West Ham de recruter Edson Alvarez. Le milieu de terrain était également convoité par le Borussia Dortmund. La saison dernière, l'international mexicain a fait 44 apparitions toutes compétitions confondues. Sous contrat jusqu'en juin 2025, sa valeur est estimée par Transfermarkt à 35 millions d'euros.

SALE BY LEVY

Notice is hereby given that on Thursday the 26th of October 2023 at 1:30 p.m. shall take place before the Master's Bar of the Supreme Court of Mauritius situate at Courtroom No.23, 2nd Floor, New Supreme Court Building, corner Edith Cavell & Desroches Street, Port Louis, the **SALE BY LEVY** prosecuted at the request of **SBM Bank (Mauritius) Ltd (formerly known as STATE BANK OF MAURITIUS LTD)**, represented by its General Manager, of State Bank Tower, 1 Queen Elizabeth II Avenue, Port Louis, **AGAINST (i) Mr. Joseph Guillyano ZAMIR and (ii) Mrs. Marie Luciana Nathalie ZAMIR (born TEMOINE)**, the lawful wife of Joseph Guillyano ZAMIR, both residing at 75, Morcellement Ashviva, Trou aux Biches, of the immovable properties:

PROPERTY NO.1 :

Une portion de terrain de la contenance de **trois cent quatre-vingt-un mètres carrés (381m²)**, étant le **Lot No.75** du plan général du Lotissement Ashviva, située au quartier des **Pamplemousses**, lieu-dit **Trou aux Biches**, et est bornée d'après un rapport avec plan figuratif y joint dressé par Monsieur Rajen RAMDEWOR, arpenteur juré, en date du dix neuf octobre deux mille neuf (19/10/2009), enregistré au Reg.LS 69 No.137, comme suit :

Vers le Nord-Est, par une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant un chemin de six mètres (6.00m) de large, partie sur une ligne droite mesurant treize mètres et vingt-sept centimètres (13.27m) et parlie sur une courbe, sur une longueur développée de sept mètres et vingt-cinq centimètres (7.25m).

Vers le Sud-Est, par une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant un autre chemin de six mètres (6.00m) de large, sur dix-sept mètres et trente-neuf centimètres (17.39m).

Vers le Sud-Ouest, par le **Lot No.76**, sur dix-sept mètres et quinze centimètres (17.15m).

Et vers le Nord-Ouest, par le lot **No.74**, sur vingt-deux mètres (22.00m).

Ensemble tout ce qui peut en dépendre et en faire partie sans aucune exception ni réserve.

Au susdit rapport d'arpentage du dit Monsieur Rajen RAMDEWOR, arpenteur juré, il a été fait observer ce qui est ci-après littéralement transcrits :

« Il est ici fait observer que les acquéreurs éventuels de ce lot ne pourront planter aucun arbre ou haie ni construire aucun mur ou bâtiment sur une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant les chemins. Cette réserve, dont la superficie n'est pas comprise dans celle de ce lot devant servir éventuellement au passage de tous drains, tuyautage, lignes électriques ou autres services essentiels ».

The whole morefully explained in an authentic deed drawn up by and executed before Me. Antish DASSYNE, Notary, on 19/01/2010 and 20/01/2010, and duly registered and transcribed on 27/01/2010 in Vol.TV7621/47.

There exists on the above-described **Property No.1** a concrete storeyed building under slab, provided with water and electricity supplies.

PROPERTY NO.2 :

Une portion de terrain de la contenance de **deux cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (297m²)**, étant le **Lot No.74** du plan général du Lotissement Ashviva, située au quartier des **Pamplemousses**, lieu-dit **Trou aux Biches**, et est bornée d'après un rapport avec plan figuratif y joint dressé par Monsieur Rajen RAMDEWOR, arpenteur juré, en date du dix-neuf octobre deux mille neuf (19/10/2009), enregistré au Reg.LS 69 No.137, comme suit :

Vers le Nord-Est, par une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant un chemin de six mètres (6.00m) de large, sur treize mètres et cinquante centimètres (13.50m).

Vers le Sud-Est, par le **Lot No.75**, sur vingt-deux mètres (22.00m).

Vers le Sud-Ouest, par le **Lot No.77**, sur treize mètres et cinquante centimètres (13.50m).

Et vers le Nord-Ouest, par le lot **No.73**, sur vingt-deux mètres (22.00m).

Ensemble tout ce qui peut en dépendre et faire en partie sans aucune exception ni réserve.

Au susdit rapport d'arpentage du dit Monsieur Rajen RAMDEWOR, arpenteur juré, il a été fait observer ce qui est ci-après littéralement transcrits :

« Il est ici fait observer que les acquéreurs éventuels de ce lot ne pourront planter aucun arbre ou haie ni construire aucun mur ou bâtiment sur une réserve d'un mètre et cinquante centimètres (1.50m) de large longeant les chemins. Cette réserve, dont la superficie n'est pas comprise dans celle de ce lot devant servir éventuellement au passage de tous drains, tuyautage, lignes électriques ou autres services essentiels ».

The whole morefully explained in an authentic deed drawn up by and executed before Me. Antish DASSYNE, Notary, on 19/01/2010 and 20/01/2010, and duly registered and transcribed on 27/01/2010 in Vol.TV7621/48.

There exists on the above-described **Property No.2** a concrete storeyed building under slab, provided with water and electricity supplies.

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said properties are warned that they must exercise their right before the transcription of the judgment of adjudication, failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations.

Dated at Port Louis, this 24/07/2023.

Sivakumaren MARDEMOOTOO

Dentons Mauritius LLP

Les Jamalacs Building, Vieux Conseil Street (opp. Port Louis Theatre), Port Louis.

ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

Mondial-2023 de football

Les Allemandes déroulent face aux Marocaines

L'Allemagne a démarré son Mondial par une nette victoire (6-0) face au Maroc, qui dispute sa première phase finale de Coupe du monde.

Les Allemandes prennent provisoirement la tête du groupe H.

Un festival de buts. Les Allemandes ont démarré leur mondial en Australie et en Nouvelle-Zélande par une victoire 6 buts à 0 face aux Marocaines – finalistes de la dernière Coupe d'Afrique des Nations en 2022 – lundi 24 juillet au Melbourne Rectangular Stadium, dans le premier match du groupe H.

Fortes de cette victoire, les Allemandes prennent provisoirement la tête de leur groupe.

Domination allemande, poussée marocaine

L'entame de match a vu les deux équipes se battre pour la possession du ballon. Mais les Allemandes ne tardent pas à ouvrir le score et débloquer la rencontre. À la 11e minute, suite à une mauvaise relance de la défense marocaine, le ballon est récupéré, transmis côté droit. Un centre de Kathrin Hendrich arrive sur la tête d'Alexandra Popp, qui conclut. La gardienne marocaine Khadija Er-Rmichi ne peut reprendre le centre. Un but à zéro pour l'Allemagne.

Les Lionnes de l'Atlas ne se découragent pas, à l'image de Ghislaine Chebbak. Peu après la vingtième minute de jeu, la n°7 et capitaine marocaine prend sa chance de loin d'une frappe puissante du pied droit. Mais le ballon est capté par la gardienne de la Frauen-Nationalmannschaft.

Les Allemandes sont proches de dou-

bler la mise à la 33e minute. Sara Daebritz est seule devant la gardienne marocaine et glisse le ballon au fond des filets d'un ballon piqué. Mais une position de hors-jeu est signalée. Les joueuses allemandes doublent la mise à la 39e minute, une nouvelle fois par le biais d'Alexandra Popp, qui s'offre un doublé sur un corner.

Les Marocaines ne tardent pas à réagir, et s'infiltrent dans la défense de la Frauen-Nationalmannschaft. À la 41e minute, Fatima Tagnaout est proche d'inscrire le premier but marocain dans ce Mondial. Mais la défense allemande veille et un hors-jeu est signalé. Les Allemandes mènent 2 buts à 0 à la mi-temps.

Les Allemandes enfoncent le clou

La deuxième mi-temps débute avec... un troisième but allemand. Dans les premières secondes, Klara Bühl vient conclure une action partie côté droit.

La Frauen-Nationalmannschaft est, dans la foulée, proche d'inscrire son quatrième but, via, une nouvelle fois, Klara Bühl à la 49e minute. Mais sa tentative s'écrase sur le poteau et une position de hors-jeu est signalée.

Malgré l'avance allemande, les Marocaines restent dans le match et poussent pour revenir au score. Ghislaine Chebbak prend sa chance à 51e minute, mais le ballon est capté par Merle Frohms. Les Marocaines croient ensuite inscrire leur



premier but à la 53e minute par Anissa Lahmari, qui glisse une frappe enroulée dans la lucarne allemande, mais un hors-jeu est sifflé.

Les Lionnes de l'Atlas encaissent par la suite un quatrième et un cinquième but, à la 54 et 78e minute, par deux buts contre leur camp.

Les Allemandes inscrivent un sixième but signé de la n°7 : Lea Schüller, qui conclut à la 90e minute un mouvement parti côté droit. Cette dernière croit inscrire un

doublé – un septième but – de la tête à la 96e minute. Mais le drapeau se lève : hors-jeu.

La situation n'évoluera plus. Les Allemandes surpassent les Japonaises qui avaient inscrit cinq buts lors de leur premier match contre la Zambie samedi dernier. L'Allemagne prend la tête du groupe H. Le deuxième match du groupe aura lieu mardi 25 juillet, à 4 h du matin (heure de Paris) entre la Colombie et la Corée du Sud. Il se déroulera au Sydney Football Stadium.

Les Bleues démarrent par un match nul face à la Jamaïque

Les Bleues ne sont pas parvenues à s'imposer face à la Jamaïque (0-0), dimanche à Sydney. Un résultat frustrant face à des Reggae Girlz qui n'ont pas démérité, et qui inscrivent leur premier point en Coupe du monde.

Les Bleues ont entamé leur Mondial féminin de football 2023 par un match nul (0-0) face à la Jamaïque à l'Allianz Stadium de Sydney, dimanche 23 juillet. Pour ce premier match de Coupe du monde, le sélectionneur Hervé Renard a choisi de démarrer en 4-4-2. Il a abandonné son traditionnel 4-3-3 en raison d'un effectif limité par les blessures. En face, la Jamaïque est elle aussi alignée en 4-4-2, avec sa vedette Khadija Shaw sur le front de l'attaque.

Les Bleues commencent le match avec de la détermination et essaient de prendre leurs marques. Les Reggae Girlz sont, quant à elles, bien en place. Cela donne un début de match plutôt fermé, jusqu'à ce coup franc français qui fait passer un premier frisson dans la surface adverse (10e)... mais la défense jamaïcaine finit par dégager le ballon.

La star jamaïcaine Shaw est bien remuante en ce début de match, provoquant plusieurs fautes côté français pour stopper sa progression. Mais en dehors de beaux mouvements dans l'entrejeu, les deux sélections ne parviennent pas à créer d'occasions lors des 25 premières minutes. Il y a aussi de l'imprécision technique de part et d'autre.

Les Bleues doivent donc s'en remettre à des coups de pied arrêtés, comme sur ce coup franc de Majri repris du haut de la tête par Le Sommer, mais le ballon est capté facilement par Spencer (28e). Une action à l'image de ce match un peu brouillon, où ni les Bleues ni les Jamaïcaines ne parviennent à créer du danger dans la surface adverse.



Il faut finalement attendre la 36e minute pour voir une première occasion française. Sur une bonne projection, Mateo décale Diani sur sa droite, et cette dernière arme une frappe à ras de terre déviée en corner par Spencer. Cinq minutes plus tard, c'est la première occasion jamaïcaine : Shaw provoque une nouvelle faute et se charge elle-même de tirer le coup franc aux 25 mètres d'une frappe puissante, qui frôle la cage de Peyraud-Magnin.

Les Bleues terminent mieux la première mi-temps lors du temps additionnel : Diani est tout près d'ouvrir la marque sur une frappe détournée par Swaby (45e+5). Mais

à la mi-temps, les Bleues et les Reggae Girlz rentrent logiquement aux vestiaires sur un 0-0 peu spectaculaire pour le moment.

Diani touche la transversale

Les Bleues reviennent avec de meilleures intentions en seconde période, à l'image de se rush de Le Sommer (48e), mais le coup franc ensuite manque encore de justesse. Le Sommer, toujours, effectue un beau mouvement et déborde sur le côté droit avant de centrer au second poteau pour Diani, mais cette dernière ne parvient pas à cadrer sa tête (54e). Toletti, elle aussi

bien placée à la réception d'un corner, manque de précision sur sa reprise de volée qui s'envole au-dessus du but jamaïcain (57e).

Les Bleues ne trouvent toujours pas le chemin des filets mais se montrent plus dynamiques depuis leur retour des vestiaires. Hervé Renard sent probablement que l'équipe a besoin de sang frais pour faire basculer la balance dans le bon sens, il fait rentrer Dali et Becho à la place de Majri et Mateo (66e). Dans la foulée, Diani, à la réception d'un bon centre dans la surface adverse, ne parvient toujours pas à cadrer sa tête (67e).

Au moment d'aborder les vingt dernières minutes de temps réglementaire, on sent les Bleues frustrées par leur incapacité à ouvrir le score. Mais elles ne semblent pas pour autant résignées. En face, les Jamaïcaines semblent un peu émoussées, mais tiennent à ce point du match nul.

On entre dans les dix dernières minutes de temps réglementaire, mais les Bleues ne trouvent toujours pas la faille malgré plusieurs coups de pied arrêtés. Lakrar tente bien une tête intéressante sur un corner, mais le ballon file de peu au-dessus de la transversale de Spencer (88e). Puis Diani manque d'ouvrir la marque de peu, mais sa tête tape la barre transversale (90e).

Les Françaises ont encore six minutes de temps additionnel pour marquer ce petit but qui les fuit, d'autant qu'elles finissent la rencontre en supériorité numérique après l'expulsion de Shaw (92e). Mais rien n'y fait : même à 10 contre 11, les Bleues ne réussissent finalement pas à trouver la clé de la victoire.